

Considérations contemporaines d'économie politique

auteur : Philippe Brindet
date : 07 septembre 2005

La croissance et le progrès

Le progrès, objet unique de l'adoration de la civilisation des Lumières, est conditionné par un seul paramètre économique : la croissance. Voilà le dogme.

De quelle croissance s'agit-il ? Des instituts d'études économiques tiennent de manière relativement unifiée une collection des PIB nationaux rapportés au nombre d'habitants. La croissance est donc souvent déterminée comme l'accroissement, annuel le plus souvent, de l'année considérée rapportée à l'année précédente. On s'estime satisfait au niveau mondial quand plus de la moitié des pays affichent une croissance positive. On s'estime satisfait dans un pays quand la croissance locale est positive.

En fait, on s'est aperçu pour de nombreuses raisons que la croissance devait non seulement être positive, mais aussi être supérieure à un certain seuil. Ce seuil est le plus souvent affiché à 3 %. La raison en est très simple. Un taux de 2 % est trop faible et un taux de 4% est si rarement atteint qu'il est trop haut. C'est une raison un peu légère, mais il n'en existe guère de plus crédible. Qu'une spéculation puisse relancer le progrès est bien idéologique et, jusqu'à présent, sans effet.

Deux thèses spéculatives s'affrontent donc. Selon la première thèse, la croissance ne peut être relancée que par la reprise des investissements. En effet, seul un effort financier est capable de produire à meilleur coût, de hausser les profits et partant, la croissance. Cette thèse est particulièrement favorable aux grandes entreprises et aux financiers. Elle est parfois dite "de droite". Selon la seconde thèse, la croissance économique ne peut être relancée que par la consommation des ménages et partant du secteur productif. Cette thèse a les faveurs des mouvements sociaux. Elle est souvent dite "de gauche".

Les critiques qu'il adresse aux tenants de l'autre thèse semblent suffire à chaque partisan de l'une ou l'autre thèse pour établir la validité de sa propre thèse et, de fait, au maquillage de la statistique près, la croissance reste désespérément plate. Qui que ce soit qui soit au pouvoir économique -- étatique par l'impôt, entrepreneurial par le contrôle -- clame qu'il va accroître la croissance et ne parvient pas à la déranger de sa morne attitude. Pire, certains commencent même à subodorer que la croissance pourrait bien être négative si on avait l'inconvenance d'y intégrer toute la dette.

L'idée que la polémique pourrait être sans intérêt semble aussi se faire jour, mais peu à peu. En effet, le chômage devient la préoccupation unique de tous. Certains ont constaté que lorsque la croissance diminue, le chômage augmentait. Pour augmenter la croissance, ils en ont donc déduit qu'il fallait supprimer ... des chômeurs. Mais même une solution aussi inhumaine que celle-là ne réussit pas. C'est un peu comme si les gens intelligents décidaient de supprimer les imbéciles pour augmenter le QI de la nation.

Une analyse critique de la croissance

On ne se réfèrera pas à la thèse aujourd'hui oubliée de la croissance zéro comme avenir d'un monde d'équilibristes, même si on se demande si cet objectif de croissance zéro n'a pas été tristement atteint par la France chiraquo-socialiste. Cependant, on peut souligner ici qu'il existe une probable confusion entre la croissance comme mesure de l'évolution d'un système économique et la croissance comme objectif d'un système économique. La première croissance mesure le passé et la seconde croissance est un vœu d'avenir. La première est donc un artifice de cocotte quand la seconde est de l'ordre du vœu pieux.

Considérons le PIB annuel, globalisé en fin d'année du système économique comme une fonction d'une commande x et d'une influence extérieure y . Il vient : $PIB_t = f(x, y)$. La croissance C de l'année t est mesurée comme le rapport $C_t = [PIB_t - PIB_{t-1}]/PIB_t$.

Le paramètre de commande x correspond aux éléments réellement sous contrôle dont dispose le pouvoir économique. Parmi ceux-ci, on peut citer :

- le montant des dépenses d'état et le montant des dépenses privées,
- le montant des impôts prélevés, fixé sur les taux d'imposition et sur les assiettes, et le montant de l'épargne privée ;
- le différé du paiement de dettes et l'engagement de crédit privé ;
- l'investissement productif.

En réalité, le paramètre de commande x est déterminé en fin d'année $t-1$ sur la base de la croissance C_{t-1} et de C_{t-2} . Si la croissance C_{t-1} a été plus mauvaise que C_{t-2} , on tente une correction sur la commande x , par exemple de la forme $x_t = x_{t-1} + Corr_t$.

Par contre, l'influence externe y est seulement prévisible et le plus souvent, elle est accidentelle. Il en résulte que lorsque le système économique prévoit une influence extérieure y_t , il intègre cette influence extérieure dans le facteur correctif $Corr_t$.

De telles influences estimées peuvent être récitées de manière exhaustive dans un système réel. On se borne à quelques exemples :

- la démographie naissances/décès,
- l'immigration/émigration,
- le taux d'intérêt et l'évolution du change monétaire,
- le coût de l'énergie et des matières premières importées,
- l'évolution climatique,
- le service de la dette,
- la distribution sectorielle des taux d'emploi, etc.

On remarque que le nombre de paramètres descriptifs de ces influences peut devenir extrêmement élevé, ce qui est le cas des gros systèmes de prévision informatique, notamment utilisés par le Ministère de l'Economie et le Commissariat au Plan. Et c'est, nous semble t'il, là où se perd le caractère calculable de la croissance.

On y mélange donc le prévisionnel et la commande. Plus encore, on utilise des paramètres qui ne sont pas indépendants. Il en résulte que le système économique n'est pas contrôlable sur cette base. Il n'y a alors aucune raison en effet pour que le progrès soit assuré sur la base d'un tel contrôle de la croissance.

0
0 0

Une autre analyse se déduit de la comptabilité traditionnelle. On peut tenir une

comptabilité de trésorerie de genre recettes/Dépenses, et une comptabilité Financière de genre Débit/Crédit.

On va donc utiliser une fonction $f()$ descriptive du système économique qui est au moins déterminée par les quatre règles suivantes :

1°) Si la dépense augmente plus que la recette la croissance diminue $\Delta \text{dep} > \Delta \text{rec} : \Delta C > 0$

2°) Si la dette augmente plus que le crédit, la croissance diminue $\Delta \text{det} > \Delta \text{cre} : \Delta C > 0$

3°) Si la recette augmente plus que la dépense, la croissance augmente $\Delta \text{rec} > \Delta \text{dep} : \Delta C < 0$

4°) Si le crédit augmente plus que la dette, la croissance augmente. $\Delta \text{cre} > \Delta \text{deb} : \Delta C < 0$

Une fonction qui répond à ces conditions est :

$$C(t) = C(t-1) + K1*(\Delta \text{dep} - \Delta \text{rec}) + K2*(\Delta \text{det} - \Delta \text{cre}) - K3*(\Delta \text{rec} - \Delta \text{dep}) - K4*(\Delta \text{cre} - \Delta \text{deb})$$

Cette équation peut se réécrire sous la forme :

$$C(t) = C(t-1) + K*(\Delta \text{dep} - \Delta \text{rec}) + k*(\Delta \text{det} - \Delta \text{cre})$$

avec $K = K1 - K3$ et $k = K2 - K4$

Une solution pour trouver les coefficients $K1$ à $K4$ consiste à utiliser trois années de statistiques de C ($t-3$) à $C(t-1)$ qui est représentée dans le tableau suivant :

Année _	$C(_)$	Δdep	Δrec	Δdet	Δcre
t-3	a	b	c	d	e
t-2	f	g	h	i	j
t-1	p	l	m	n	o

On remarque que les valeurs de t-3 ne sont pas utiles, sauf a.

Il vient :

$$p - f = K*(l - m) + k*(n - o)$$

$$f - a = K*(g - h) + k*(i - j)$$

qui est un système linéaire de Cramer qui admet une seule solution si $[(l - m) * (i - j)] - [(g - h) * (n - o)] \neq 0$

On remarque que cette formulation impose que les coefficients K et k soient des grandeurs dépendant de l'unité monétaire (1/Eur pour la France).

$$\begin{matrix} 0 \\ 0 \ 0 \end{matrix}$$

Une autre solution consiste à considérer l'économie sur la base d'un espace affine à deux dimensions (Balance Budget, Balance Engagements). Dans cette analyse, on définit une croissance comme la pente liant deux points annuels de l'économie.

Un Etat annuel de l'économie $EE(t)$ est donc un point de l'espace affine précédent et s'exprime donc sous la forme d'un doublet ($\Delta \text{Budget}(t)$, $\Delta \text{Engagement}(t)$). Il vient :

$$||EE(t)||^2 = \Delta \text{Budget}(t)^2 + \Delta \text{Engagement}(t)^2$$

$$C(t) = \frac{\Delta \text{Budget}(t) - \Delta \text{Budget}(t-1)}{\Delta \text{Engagement}(t) - \Delta \text{Engagement}(t-1)}$$

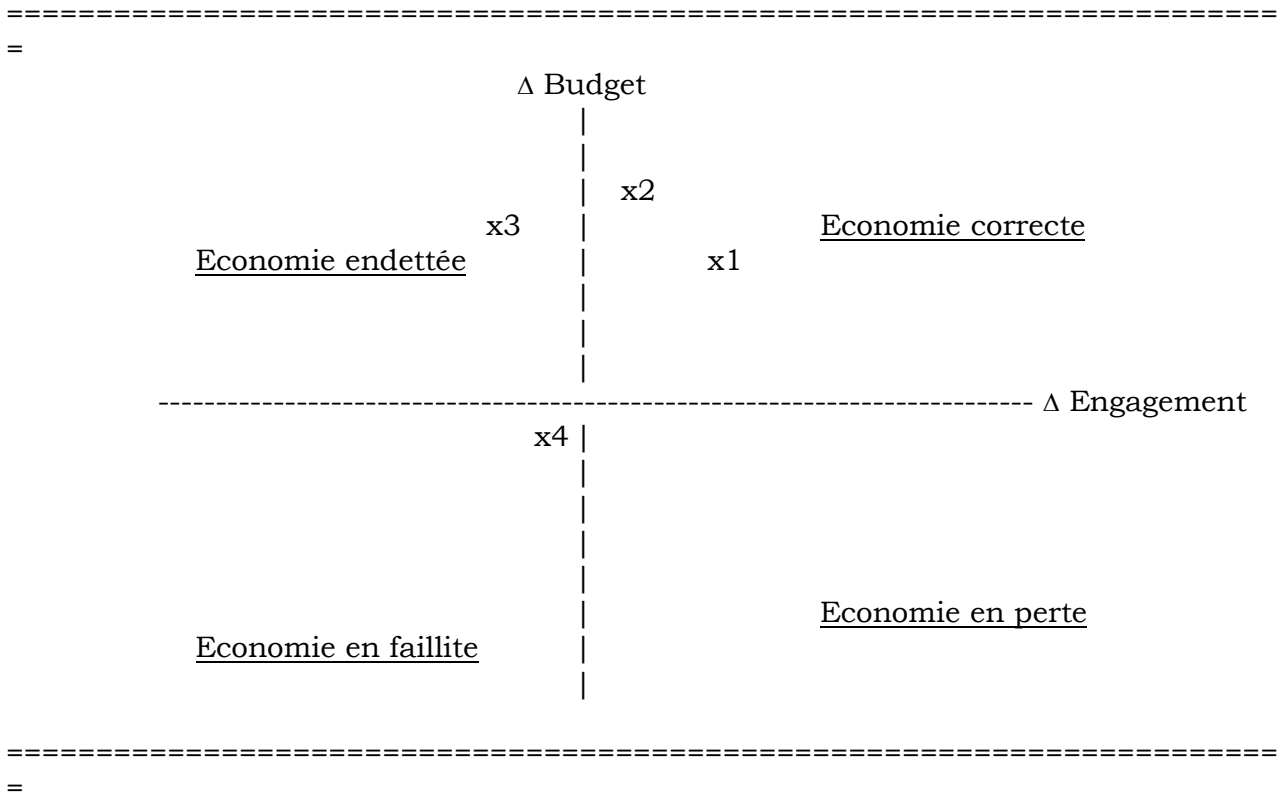
On remarque que si $||EE(t)|| = 0$, l'économie est parfaitement statique. Si $||EE(t)||$ est non nul (positif), $EE(t)$ est un vecteur à l'origine, qui s'interprète par rapport à une tangente :

$$\text{tg Arg}(EE(t)) = \frac{\Delta \text{Budget}(t)}{\Delta \text{Engagement}(t)}$$

On peut caractériser l'état de l'économie instantanée $EE(t)$ selon quatre quadrants :

	===== $\Delta \text{Engagement}(t) > 0$ =====	===== $\Delta \text{Engagement}(t) < 0$ =====
$\Delta \text{Budget}(t) > 0$ =====	Economie correcte =====	Economie endettée =====
$\Delta \text{Budget}(t) < 0$ =====	Economie en perte =====	Economie en faillite =====

Lorsque l'on parcourt l'histoire économique d'une entité contrôlée, la succession des Etats économiques $\{EE(t) ; t > 0\}$ est représentée dans le référentiel par une polyligne. On peut avoir ainsi :



Une étude statistique d'économies réelles serait intéressante pour poser des hypothèses et vérifier si des paramètres de contrôle existent. Pour cela, il faudrait trouver une collection de statistiques d'au moins une entité économique contrôlée et qui produise des tables identifiant clairement les Etats Economiques $EE()$.

Une autre technique consiste à comptabiliser trois secteurs du système économique contrôlée :

- le secteur étatique ;
- le secteur industriel et commercial ;
- le secteur des ménages.

0
0 0

D'autres contrôles inefficaces

Une autre voie est souvent utilisée particulièrement pour exciter la consommation. Elle consiste à fixer des revenus minimaux en dessous desquelles l'appareil productif, l'employeur par exemple, est pénalisé. Ainsi, on a mis en place un nombre incroyable de dispositifs de tous ordres conduisant à des salaires minimas garanties, à des allocations de chômage minimales garanties, à des allocations sociales garanties.

L'effet de ces mesures est le plus souvent une démobilisation de la productivité des travailleurs et une hausse du taux de chômage, ce dernier devenant moins pénible que le travail, surtout pour la majorité des emplois peu productifs. Ceux-ci n'étant plus occupés, est alors décidé le recours à l'immigration de travailleurs à faible culture et qui se satisfont, effet de surprise oblige, à des salaires faibles en France, démesurés chez eux.

Une autre voie, symétrique de la précédente, est utilisée avec un insuccès constant : la fixation d'un revenu maximal. La principale mesure consiste à imposer avec un taux de prélèvement fiscal plus élevé les hauts revenus que les bas revenus. Très souvent, on utilise ce genre de mesure pour mobiliser l'opinion en faveur de mesures coercitives

L'effet d'une telle fiscalité est immédiat : le resserrement de l'écart des salaires qui appauvrit la population moyenne et la démobilisation des individus productifs qui ont alors tendance à émigrer.

Plus avant dans le temps, avec Robespierre, cet humaniste exemplaire, on avait inventé la règle du prix maximum, règle selon laquelle, pour une liste de produits tenus pour essentiels pour la classe sociale la plus élevée, une liste de prix que les commerçants n'ont pas le droit de dépasser. L'effet est tragique. Les fabricants de ces produits cessent de les produire en quantité suffisante. La loi du maximum est parfois appliquée à la hausse des prix, de sorte que pour certains produits, la hausse ne peut dépasser un taux fixé à une date fixée. Cette mesure a été tenue pour essentielle dans la lutte contre l'inflation, alors qu'on sait bien que cela n'a, le plus souvent, rien à voir.

Périodiquement, on estime pouvoir relancer la croissance en augmentant la dépense publique, par exemple avec des ateliers nationaux qui résorbent l'emploi. Les ateliers nationaux avait permis de vider les dépôts de mendicité au XIX^e siècle et aussi d'empêcher la formation d'entreprises privées. Aujourd'hui, beaucoup d'offres de la fonction publique et des collectivités locales et territoriales permettent d'orienter vers des emplois de service des personnes privées de ressources et présentant un niveau de formation peu élevé ou étranger à la production et au commerce.

L'effet est d'empêcher des entreprises de services offrir des services adaptés au public, l'Etat pouvant dans la situation actuelle décider autoritairement du contenu et de la qualité de son offre. L'Etat ne subit que peu de risque d'être contesté grâce à un emploi

judicieux de la Justice et de la Police.

0
0 0

Vers une autre analyse du contrôle économique

Si on regarde un mouvement à plus long terme, ou si l'on étudie l'histoire économique sur une période de cinquante ans, on peut constater en France, mais dans plusieurs autres pays les états suivants.

Après une période au cours de laquelle la valeur privilégiée était la production de biens primaires, en alimentation et équipements, et de services essentiels en matière de santé et d'enseignement notamment, et au cours de laquelle l'emploi et la croissance étaient correctes, on constate l'apparition d'une période au cours de laquelle la production n'a plus été la valeur privilégiée, mais plutôt la réduction des prix au bénéfice du client. Du fait, que la réduction de la marge commerciale a été initialement possible, il en est résulté une baisse bénéfique des prix qui a conduit à la perte des moyens d'investissements dans la production.

Il en est résulté une augmentation du chômage et une baisse de l'investissement productif. La baisse de l'investissement productif conjoint au chômage a conduit bien entendu à une réduction de la croissance.

Or, la baisse des prix de vente conduit nécessairement à une réduction des revenus, et d'abord, des revenus du travail. La spirale régressive est donc irrécupérable, la perte des revenus se traduisant par une diminution du pouvoir d'achat immédiatement répercutée par une baisse des prix.

Aujourd'hui, la production des biens et de plus en plus nombreux services est majoritairement tenue à l'étranger. Le système économique français n'est donc plus contrôlable sur la base de paramètres nationaux.

Plus encore, le système économique français a perdu une grande partie des outils de régulation économique et l'intégralité de l'outil monétaire. En effet, par des traités successifs à Rome, Maastricht, Amsterdam et Nice, le gouvernement français a imposé au système économique français de passer sous le contrôle d'instances supranationales établies à Bruxelles.

Or, l'ensemble de contrôle qui a été formé à Bruxelles est d'une hétérogénéité complète. On y trouve des systèmes économiques absolument incomparables les uns aux autres comme la France et la Roumanie, ou l'Espagne et la Suède. Le seul objectif rationnel des institutions de contrôle supranational de Bruxelles est d'unifier les systèmes économiques hétérogènes qui se sont soumis à leur contrôle. Il est donc absolument impératif que les systèmes économiques dont le niveau de vie est le plus élevé, comme la France et l'Allemagne, subissent une croissance négative pour permettre que les systèmes économiques dont le niveau de vie est le plus bas, comme ceux de la Roumanie ou de la Turquie.

On peut citer une Note de l'INSEE qui indique :

"Depuis 1997, la France se situe, selon Eurostat, au 12^e rang du palmarès européen pour le PIB par habitant, alors qu'elle occupait la troisième place en 1992."

qui rend extrêmement sensible cet effet d'équilibrage.

Il est donc compréhensible que les efforts d'un contrôle économique en décroissance soient particulièrement infructueux puisque cette décroissance est contrôlée par un niveau de contrôle qui lui est supérieur. On notera que les critères de convergence de Maastricht n'imposent pas aux contrôles nationaux une croissance de plus de 3%, mais au contraire un endettement inférieur à 3% parce que cet endettement était la seule chance des systèmes économiques de rendre sans espoir la croissance des autres systèmes économiques.

Or, lors de la campagne référendaire de Maastricht, personne n'a posé la question de savoir pourquoi on ne contraignait pas les Etats à maintenir une croissance intérieure supérieure à 3 %. A l'inverse, tout le monde a convenu que la fixation d'un déficit public de 3 % était, semblait-il, si élevée qu'il n'y avait aucun risque de l'atteindre. On a déchanté très vite.

Plus encore, la France et l'Allemagne subissent actuellement un déficit public de l'ordre avoué de 3 % parce que ce déficit leur permet de maintenir la fiction d'une croissance nulle. Cette croissance d'apparence nulle permet d'endormir leurs opinions publiques. En réalité, si on supprime le déficit public d'un système économique comme celui de la France, la croissance y est négative de justement 3 %. Pour Bruxelles, il faut absolument empêcher un déficit plus important des systèmes économiques riches qui leur permettrait de réinjecter des ressources économiques qui feraient alors défaut aux systèmes économiques pauvres et vouerait à l'échec la politique communautaire de fusion des niveaux de vie.

0
0 0

Quel est l'objectif de niveau de vie unifié posé par le système économique communautaire ?

Une Note récente (Note 75/2005 - 3 juin 2005) de Eurostat indique :

"Le PIB par habitant varie de un à cinq parmi les Etats membres de l'UE25". En utilisant une méthode barycentrique des niveaux de vie par habitant des Vingt-cinq, on arrive à un PIB par habitant de 9.000 euros en 2015, à peu près en équilibre, c'est-à-dire que les citoyens de chacun des Etats membres seront tous aussi pauvres et tous aussi riches. Egalité sûrement. Fraternité improbable. Liberté, assurément disparue. Il faut se souvenir qu'en 2003, le PIB par habitant en France était de 21.700 euros.

Il en résulte aussi que, de manière probablement irréversible, sauf explosion du système politique, les Français devront s'habituer à une richesse réduite de plus de la moitié d'ici à dix ans. Il est clair qu'une réduction aussi brutale que celle-ci qui devrait être atteinte en 2015 peut engendrer :

- des troubles violents sous la forme d'émeutes de famines,
- un blocage catastrophique du système de santé,
- une faillite du système de solidarité, des retraites essentiellement.

0
0 0

Faut-il considérer la croissance continue comme un paramètre économique raisonnable ?

Plus haut, il a été montré les ambiguïtés de la notion de "croissance". Notion très pratique et souvent pertinente, elle devrait être utilisée avec deux préalables :

- distinguer la croissance comme objectif du contrôle économique (le futur), de la

croissance comme paramètre d'estimation du dynamisme d'une économie (le passé) ;
 - établir nettement la distinction et l'indépendance entre les paramètres de commande et les paramètres des effets externes pour ressortir les corrections des commandes des commandes originales.

Toute la question se résume donc à ceci. Tout d'abord, existe t'il réellement une fonction déterminée exprimant la croissance annuelle ? Si une telle fonction existe, alors le système économique est pratiquement déterminé. Or, cette propriété de détermination n'a jamais été établie a priori, même si il a toujours été possible de l'établir a posteriori.

Ensuite, cette fonction doit admettre au moins une expression algébrique dans laquelle jouent des variables, et préférentiellement, des variables indépendantes, c'est-à-dire des variables telles toute variation d'une variable n'entraîne aucune variation des autres variables d'entrée. Par exemple, il est exclu que la liste des variables de commande comportent deux variables x_1 et x_2 , qui sont liées entre elles, par exemple par une relation du genre $x_1 = a * x_2$ ou encore s'il existe une troisième variable x_3 , telle que $x_3 = g(x_1, x_2)$.

D'une manière pratique, la construction de la fonction représentative de la croissance économique passe donc par la détermination des variables de commande à la disposition du pouvoir de contrôle de l'économie et de leur propriété d'indépendance.

0
0 0

Conditions d'une nouvelle politique économique pour la France

On a montré ci-dessus que le contrôle économique auquel les Français sont accoutumés ne dispose plus des moyens d'un contrôle réel. Au contraire, le pouvoir de contrôle en France travaille sur un autre objectif, parfaitement opposé, édicté par la puissance communautaire, dont il dépend étroitement.

Or, ce contrôle économique est détenu à parts à peu près égales par trois groupes :

- le groupe des politiciens professionnels, la Noblesse ;
- le groupe des financiers industriels, la Bourgeoisie ; et
- le groupe du contrôle social, comprenant l'enseignement et les syndicats, le Clergé.

Très clairement aujourd'hui, Noblesse et Bourgeoisie sont attachés pour une fraction importante d'entre elles à des privilèges dont elles ne se passeront pas sans réticence. Par contre, soucieuses pour des raisons idéologiques de l'évolution nécessaire, des factions de politiciens et d'industriels malaxent un terrain de "réformes" destinées à

0
0 0

Un outil incontournable de reprise : le contrôle de la structure des prix réels

Certains se moquent de Saint Thomas d'Aquin et de sa doctrine du juste salaire. Mais, il existe un moment ou un autre où on doit se demander ce qu'est le prix réel.

Si l'Etat fixe autoritairement ce prix, la théorie économique et l'Histoire nous montre que le bien ne sera plus disponible.

Si l'Etat abandonne la fixation de ce prix à la "liberté", rien n'empêche une puissance étrangère, mais elle n'est qu'un exemple de facteur toxique, de le fixer à son propre avantage.

Entre ces deux attitudes, il y a place pour fixer moins que les règles de formation du prix et plus que la fixation honteuse du prix par la taxation confiscatoire qui semble la solution de l'Etat moderne en faillite.

La position de l'intervention de l'Etat dans le mécanisme du marché qui, mondialisé aujourd'hui, échappe à la loi mythique de la libre-concurrence du XIX^e siècle, est trop violente et laisse encore trop de place à l'abus.

Ce que l'Etat ou un pouvoir intermédiaire, consulaire ou autre, devra de toute façon faire, c'est déterminer la structure du prix.

Déterminer la structure du prix, c'est gouverner l'économie dans le bien du Peuple dont l'Etat est l'organe de commande.

En effet, la structure du prix reprend le mode de création du bien ou de sa valeur ajoutée, le mode de production de ce bien ou de sa valeur ajoutée et enfin, le mode de distribution qui le rend disponible sur le marché.

Si la structure du prix rend compte de tout le mécanisme de formation du bien ou de sa valeur ajoutée, alors on est certain que le prix est le prix réel.

Il n'y a pas d'autre possibilité pour une reprise économique.

0
0 0

Faut-il reprendre le pouvoir économique ?

Au point ci-dessus, on se demandait si l'état ou une autre autorité pouvait efficacement contrôler la structure du prix réel.

Le problème de l'état moderne vient de ce qu'il est intimement mêlé avec les passions que génère le mode d'accession au pouvoir démocratique. Il en résulte que des individus se présentent au suffrage des citoyens avec des intérêts fortement divergent, d'abord entre eux chaque suffrageant et les citoyens, mais aussi entre suffrageants eux-mêmes.

On a vu ainsi la « démocratie » confisquée au profit d'un clan politique qui faisait cause commune avec un un clan économique ou financier.

La réunion des démocraties contemporaines dans la main de la mondialisation qui a manifestement remplacé la main invisible de la libre concurrence, a conduit celles-ci à créer des structures qui paraissent indépendantes de leurs individualités. Ainsi se sont nés le Fonds Monétaire International où l'Organisation Mondiale du Commerce.

De telles organisations seront-elles capables de concevoir un contrôle efficace de la structure des prix réel qui permettent à des sociétés locales, et nous entendons par là des peuples constitués en nations et non pas des masses théoriques de production ou de consommation, de vivre et de progresser harmonieusement avec leurs voisins.

Les états de la démocratie mondialisée semblent parfaitement conscients qu'une action du genre de celle que nous appelons « contrôle efficace de la structure des prix réel » est essentielle pour la survie de l'espèce humaine. Malheureusement, les passions que nous disions plus haut qui les manipulent, devraient aussi les amener à se déchirer de manière violente.

Le pouvoir économique sera donc lui aussi à reprendre.